

Ce collège est composé d'un fonctionnaire dirigeant du ministère de la Justice ou du ministère de l'Intérieur ou de son représentant et d'un fonctionnaire dirigeant de l'administration de la Famille et de l'Aide sociale du ministère de la Communauté flamande ou de son représentant.

Le fonctionnaire dirigeant du ministère de la Justice ou du ministère de l'Intérieur ou son représentant, est désigné de commun accord par le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration de la Famille et de l'Aide sociale du ministère de la Communauté flamande ou son représentant, est désigné par le Ministre ayant la Famille et l'Aide sociale dans ses attributions.

Art. 16. Le présent accord de coopération est conclu pour une période d'essai de deux ans et est prolongé tacitement d'une année en cas de non résiliation par écrit trois mois avant la fin de la période d'essai ou de la période reconduite.

En vue d'une prolongation éventuelle de l'accord, il est tenu compte de la mesure dans laquelle les objectifs ont été réalisés, des moyens personnels et matériels déjà mis en oeuvre et de l'accomplissement des effets attendus. Il est également tenu compte de l'évaluation dont il est question à l'article 13, § 1^{er}, 3^o.

Fait à Bruxelles, le 7 avril 1998 en trois exemplaires originaux.

Pour l'Etat :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

Dit college is samengesteld uit een leidend ambtenaar van het ministerie van Justitie of van Binnenlandse Zaken of zijn vertegenwoordiger en een leidend ambtenaar of zijn vertegenwoordiger van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

De leidend ambtenaar of zijn vertegenwoordiger van het Ministerie van Justitie of van Binnenlandse Zaken wordt aangesteld in onderling akkoord tussen de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken. De leidende ambtenaar of zijn vertegenwoordiger van de administratie Gezin en Maatschappelijk Welzijn van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap wordt aangesteld door de Minister bevoegd voor Gezin en Maatschappelijk Welzijn.

Art. 16. Dit samenwerkingsakkoord geldt voor een proefperiode van twee jaar en wordt telkens voor één jaar stilzwijgend verlengd indien het niet schriftelijk wordt opgezegd drie maanden voor het einde van de periode.

Bij een mogelijke verlenging van het akkoord wordt rekening gehouden met de mate waarin de doelstelling gerealiseerd werd, met de reeds ingezette personele en materiële middelen en of de verwachte effecten zijn bereikt. De evaluatie waarvan sprake in art.13, § 1, 3^o wordt mee in aanmerking genomen.

Gedaan te Brussel, op 7 april 1998 in drie originele exemplaren.

Voor de Staat :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De minister-president van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 2306 [C — 99/12524]

13 JUIN 1999. — Loi relative à la médecine de contrôle

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1^o médecine de contrôle : l'activité médicale exercée par un médecin pour le compte d'un employeur en vue de contrôler l'impossibilité pour un travailleur de fournir son travail par suite de maladie ou d'accident;

2^o médecin-contrôleur : une personne qui exerce la médecine de contrôle visée au 1^o;

3^o médecin-arbitre : une personne qui intervient comme arbitre dans la procédure d'arbitrage prévue à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

CHAPITRE III. — Réglementation de la médecine de contrôle

Art. 3. § 1^{er}. La médecine de contrôle ne peut être exercée que par un médecin qui est autorisé à pratiquer l'art de guérir et qui a cinq ans d'expérience comme médecin généraliste ou une pratique équivalente.

§ 2. Lors de chaque mission, le médecin-contrôleur doit signer une déclaration d'indépendance qui sert de garantie du fait que le médecin-contrôleur bénéficie d'une totale indépendance par rapport à l'employeur et au travailleur vis-à-vis desquels il exerce la médecine de contrôle. Il ne peut pas être le conseiller en prévention-médecin du travail de l'entreprise.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 2306 [C — 99/12524]

13 JUNI 1999. — Wet betreffende de controlegeneeskunde

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1^o controlegeneeskunde : de medische activiteit die door een arts wordt verricht in opdracht van een werkgever om de arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van een werknemer te controleren;

2^o controlearts : een persoon die controlegeneeskunde verricht als bedoeld onder 1^o;

3^o arts-scheidsrechter : een persoon die als scheidsrechter optreedt in de scheidsrechterlijke procedure zoals voorzien in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

HOOFDSTUK III. — Reglementering van de controlegeneeskunde

Art. 3. § 1. De controlegeneeskunde mag enkel worden verricht door een arts die gerechtigd is de geneeskunde uit te oefenen en vijf jaar ervaring heeft als huisarts of een daarmee vergelijkbare praktijk.

§ 2. Bij elke opdracht moet de controlearts een verklaring van onafhankelijkheid ondertekenen die dient als garantie dat de controlearts volledig onafhankelijk is van de betrokken werkgever en werknemer ten aanzien van wie hij de controlegeneeskunde uitoefent. Hij is ook niet de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer van de onderneming.

Le Roi peut déterminer les règles particulières concernant cette déclaration d'indépendance.

Art. 4. § 1^{er}. Une commission de suivi est créée auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail. Elle est chargée d'exprimer un avis sur le fonctionnement de la médecine de contrôle.

§ 2. La commission de suivi a notamment pour mission de :

1° rendre des avis sur l'inscription, sur la radiation et la suspension de la liste des médecins-arbitres prévue au chapitre IV de la présente loi;

2° traiter les plaintes relatives à l'organisation du contrôle, à la compétence ou à un manque d'indépendance du médecin-contrôleur ou du médecin-arbitre.

§ 3. Le Roi détermine la composition et le fonctionnement de la commission de suivi.

Art. 5. Toutes plaintes relatives à des fautes professionnelles reprochées aux médecins-contrôleurs ou aux médecins-arbitres pourront être communiquées au médecin-fonctionnaire désigné par le Roi, qui après enquête ayant permis d'en reconnaître le bien-fondé, les soumettra à l'Ordre des Médecins.

Le Roi peut déterminer les modalités à cet effet.

CHAPITRE IV. — Règles particulières applicables au médecin-arbitre

Art. 6. § 1^{er}. Une liste des médecins-arbitres est tenue auprès du ministère de l'Emploi et du Travail.

§ 2. Un médecin qui en fait la demande est repris sur la liste des médecins-arbitres après avis conforme de la commission de suivi visée à l'article 4, s'il répond aux conditions suivantes :

1° être autorisé à pratiquer l'art de guérir et avoir cinq ans d'expérience comme médecin généraliste ou une pratique équivalente;

2° prendre l'engagement d'être totalement indépendant par rapport à l'employeur, au travailleur, au médecin-contrôleur et au médecin traitant vis-à-vis desquels il intervient.

En particulier, le médecin-arbitre ne peut avoir été, ni le médecin qui a délivré le certificat médical au travailleur concerné, ni le médecin-contrôleur qui l'a examiné.

Il ne peut pas être le conseiller en prévention-médecin du travail de l'entreprise.

§ 3. Le Roi détermine les modalités d'inscription sur la liste et de tenue de celle-ci.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'un médecin-arbitre ne satisfait plus aux conditions reprises à l'article 6, le ministre de l'Emploi et du Travail peut le rayer de la liste des médecins-arbitres ou le suspendre après avis conforme de la commission de suivi visée à l'article 4.

§ 2. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles un médecin peut être rayé de la liste des médecins-arbitres ou suspendu.

CHAPITRE V. — Règlement des litiges

Art. 8. L'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. — § 1^{er}. L'impossibilité pour le travailleur de fournir son travail par suite de maladie ou d'accident suspend l'exécution du contrat.

§ 2. Le travailleur doit avertir immédiatement son employeur de son incapacité de travail.

Si une convention collective de travail ou le règlement de travail le prescrit, ou, à défaut d'une telle prescription, si l'employeur l'y invite, le travailleur produit à ce dernier un certificat médical. Le certificat médical mentionne l'incapacité de travail ainsi que la durée probable de celle-ci et si, en vue d'un contrôle, le travailleur peut se rendre éventuellement à un autre endroit.

De Koning kan de nadere regelen bepalen wat deze onafhankelijkheidsverklaring betreft.

Art. 4. § 1. Bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid wordt een opvolgingscommissie opgericht met het doel advies te verlenen betreffende de werking van de controlegeneeskunde.

§ 2. De opvolgingscommissie heeft inzonderheid als opdracht :

1° advies te verlenen over het opnemen in en over de schrapping en de schorsing van de lijst van de artsen-scheidsrechters bedoeld in hoofdstuk IV van deze wet;

2° klachten in verband met de organisatie van de controle, de bevoegdheid of een gebrek aan onafhankelijkheid van een controlearts of een arts-scheidsrechter te behandelen.

§ 3. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de opvolgingscommissie.

Art. 5. Elke klacht met betrekking tot beroepsfouten die de controlearts of de arts-scheidsrechter ten laste worden gelegd, kan worden medegedeeld aan de arts-ambtenaar aangeduid door de Koning, die na onderzoek waarbij de klacht gegrond werd bevonden, de Orde der Geneesheren ervan in kennis zal stellen.

De Koning kan de nadere regelen in dit verband bepalen.

HOOFDSTUK IV. — Bijzondere voorwaarden voor de arts-scheidsrechter

Art. 6. § 1. Bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid wordt een lijst bijgehouden van de artsen-scheidsrechters.

§ 2. Een arts die hertoe een aanvraag doet wordt opgenomen op de lijst van artsen-scheidsrechters na eensluidend advies van de opvolgingscommissie bedoeld in artikel 4, indien hij voldoet aan de volgende vereisten :

1° gerechtigd zijn de geneeskunde uit te oefenen en vijf jaar ervaring hebben als huisarts of een daarmee vergelijkbare praktijk;

2° zich engageren om volledig onafhankelijk te zijn ten opzichte van de betrokken werkgever, werknemer, controlearts en behandelende arts, ten aanzien van wie hij optreedt.

Inzonderheid mag de arts-scheidsrechter noch de arts zijn die het geneeskundig getuigschrift aan de betrokken werknemer heeft afgeleverd, noch mag hij de controlearts zijn die hem heeft onderzocht.

Hij is ook niet de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer van de onderneming.

§ 3. De Koning bepaalt de nadere regelen van inschrijving op de lijst en van het bijhouden ervan.

Art. 7. § 1. Wanneer een arts-scheidsrechter aan de verplichtingen opgenomen in artikel 6 niet meer voldoet, kan hij door de minister van Tewerkstelling en Arbeid van de lijst van de artsen-scheidsrechters geschrapt of geschorst worden na eensluidend advies van de opvolgingscommissie als bedoeld in artikel 4.

§ 2. De Koning bepaalt de nadere regelen volgens welke de schrapping of schorsing van artsen op de lijst van de artsen-scheidsrechters kan worden verricht.

HOOFDSTUK V. — Geschillenregeling

Art. 8. Artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 31. — § 1. De onmogelijkheid voor de werknemer om zijn werk te verrichten ten gevolge van ziekte of ongeval, schorst de uitvoering van de overeenkomst.

§ 2. De werknemer is verplicht zijn werkgever onmiddellijk op de hoogte te brengen van zijn arbeidsongeschiktheid.

Indien een collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement dit voorschrijft of bij ontstentenis van dergelijk voorschrift, op verzoek van de werkgever, legt de werknemer aan deze laatste een geneeskundig getuigschrift voor. Het geneeskundig getuigschrift maakt melding van de arbeidsongeschiktheid, alsmede van de waarschijnlijke duur ervan, en of de werknemer zich met het oog op de controle al dan niet naar een andere plaats mag begeven.

Sauf dans les cas de force majeure, le travailleur envoie le certificat médical ou le remet à l'entreprise dans les deux jours ouvrables à compter du jour de l'incapacité ou du jour de la réception de l'invitation, à moins qu'un autre délai ne soit fixé par une convention collective de travail ou le règlement de travail. Lorsque le certificat est produit après le délai prescrit, le travailleur peut se voir refuser le bénéfice de la rémunération visée aux articles 52, 70, 71 et 112 pour les jours d'incapacité antérieurs à la remise ou à l'envoi du certificat.

§ 3. En outre, le travailleur ne peut refuser de recevoir un médecin délégué et rémunéré par l'employeur et satisfaisant aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, ci-après dénommé médecin-contrôleur, ni de se laisser examiner par celui-ci. À moins que celui qui a délivré le certificat médical au travailleur n'estime que son état de santé ne lui permet pas de se déplacer, le travailleur doit, s'il y est invité, se présenter chez le médecin-contrôleur. Les frais de déplacement du travailleur sont à charge de l'employeur.

Le médecin-contrôleur examine la réalité de l'incapacité de travail, vérifie la durée probable de l'incapacité de travail et, le cas échéant, les autres données médicales pour autant que celles-ci soient nécessaires à l'application des dispositions de la présente loi; toutes autres constatations demeurent couvertes par le secret professionnel.

Le médecin-contrôleur exerce sa mission conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle.

§ 4. Le médecin-contrôleur remet aussi rapidement que possible, éventuellement après consultation de celui qui délivre le certificat médical visé au § 2, ses constatations écrites au travailleur. Si le travailleur ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin-contrôleur, ceci sera acté par ce dernier sur l'écrit précité. À partir de la date du premier examen médical de contrôle pour lequel le travailleur a été convoqué ou de la date de la première visite à domicile du médecin-contrôleur, le travailleur peut se voir refuser le bénéfice de la rémunération visée aux articles 52, 70, 71, 112, 119.10 et 119.12, à l'exception de la période d'incapacité de travail pour laquelle il n'y a pas de contestation.

§ 5. Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux, les litiges d'ordre médical survenant entre le travailleur et le médecin-contrôleur sont résolus par procédure d'arbitrage. La décision qui découle de cette procédure d'arbitrage est définitive et lie les parties.

Dans les deux jours ouvrables après la remise des constatations visées au § 4 par le médecin-contrôleur, la partie la plus diligente peut, en vue de trancher le litige médical, désigner un médecin-arbitre, qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et qui, dans la mesure où un accord sur la désignation du médecin-arbitre ne peut être atteint dans le délai précité, se trouve dans la liste établie en exécution de la loi précitée. L'employeur peut donner au médecin-contrôleur et le travailleur peut donner à celui qui a rédigé le certificat médical un mandat exprès pour la désignation du médecin-arbitre.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toutes autres constatations demeurent couvertes par le secret professionnel.

Les frais de cette procédure, ainsi que les éventuels frais de déplacement du travailleur, sont à charge de la partie perdante. Le Roi fixe les frais de la procédure.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical et du médecin-contrôleur. L'employeur et le travailleur en sont avertis par écrit, par lettre recommandée à la poste.

§ 6. Sans préjudice de la disposition prévue au § 4, la rémunération prévue aux articles 52, 70, 71, 112, 119.10 et 119.12 est due pour la période d'incapacité de travail du travailleur reconnue suite à la résolution du litige.

§ 7. Le Roi peut, après avis de l'organe paritaire compétent, fixer une procédure d'arbitrage qui déroge aux dispositions du § 5.

§ 8. Pour les employeurs et leurs travailleurs qui ne relèvent pas du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Roi peut fixer une procédure qui déroge aux dispositions du § 2. »

Behoudens in geval van overmacht zendt de werknemer het geneeskundig getuigschrift op of geeft hij het af op de onderneming, binnen twee werkdagen vanaf de dag van de ongeschiktheid of de dag van de ontvangst van het verzoek, tenzij een andere termijn bij collectieve arbeidsovereenkomst of door het arbeidsreglement is bepaald. Wordt het getuigschrift na de voorgeschreven termijn overgelegd, dan kan aan de werknemer het recht worden ontzegd op het in de artikelen 52, 70, 71 en 112 bedoelde loon voor de dagen van ongeschiktheid die de dag van de afgifte of verzending van het getuigschrift voorafgaan.

§ 3. Bovendien mag de werknemer niet weigeren een door de werkgever gemachtigd en betaald arts die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde, hierna controlearts genoemd, te ontvangen, noch zich door deze te laten onderzoeken. Behoudens wanneer diegene die het geneeskundig getuigschrift aan de werknemer heeft afgeleverd oordeelt dat zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat zich naar een andere plaats te begeven, moet de werknemer zich desgevraagd bij de controlearts aanbieden. De reiskosten van de werknemer zijn ten laste van de werkgever.

De controlearts gaat na of de werknemer werkelijk arbeidsongeschikt is, verifieert de waarschijnlijke duur van de arbeidsongeschiktheid en, in voorkomend geval, de andere medische gegevens voorzover die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de bepalingen van deze wet; alle andere vaststellingen blijven onder het beroepsgeheim.

De controlearts oefent zijn opdracht uit overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde.

§ 4. De controlearts overhandigt zo spoedig mogelijk, eventueel na raadpleging van diegene die het in § 2 bedoelde geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd, zijn bevindingen schriftelijk aan de werknemer. Indien de werknemer op dat ogenblik kenbaar maakt dat hij niet akkoord gaat met de bevindingen van de controlearts, wordt dit door deze laatste vermeld op voornoemd geschrift. Vanaf de datum van het eerste controleonderzoek waartoe de werknemer werd uitgenodigd of de datum van het eerste huisbezoek van de controlearts, kan aan de werknemer het recht worden ontzegd op het in de artikelen 52, 70, 71, 112, 119.10 en 119.12 bedoelde loon, met uitzondering van de periode van arbeidsongeschiktheid waarover er geen betwisting is.

§ 5. Onverminderd de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken worden de geschillen van medische aard welke rijzen tussen de werknemer en de controlearts bij wijze van scheidsrechterlijke procedure beslecht. De beslissing die voortvloeit uit deze scheidsrechterlijke procedure is definitief en bindt de partijen.

Binnen twee werkdagen na de overhandiging van de in § 4 bedoelde bevindingen door de controlearts, kan de meest gereede partij met het oog op het beslechten van het medisch geschil een arts-scheidsrechter aanwijzen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde en voorkomt op de lijst die in uitvoering van voornoemde wet werd vastgesteld, voorzover over de aanwijzing van de arts-scheidsrechter binnen voornoemde termijn geen akkoord kon worden bereikt. De werkgever kan de controlearts en de werknemer diegene die hem het geneeskundig getuigschrift overhandigt heeft, uitdrukkelijk machtiging geven om de arts-scheidsrechter aan te wijzen.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslist in het medisch geschil binnen drie werkdagen na zijn aanwijzing. Alle andere vaststellingen blijven onder het beroepsgeheim.

De kosten van deze procedure, alsmede de eventuele verplaatsingskosten van de werknemer, vallen ten laste van de verliezende partij. De Koning bepaalt de kosten van de procedure.

De arts-scheidsrechter brengt diegene die het geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd en de controlearts op de hoogte van zijn beslissing. De werkgever en de werknemer worden schriftelijk bij een ter post aangetekende brief verwittigd.

§ 6. Onverminderd het bepaalde in § 4, is het recht op het in de artikelen 52, 70, 71, 112, 119.10 en 119.12 bedoelde loon verschuldigd voor de periode dat de werknemer als arbeidsongeschikt werd erkend naar aanleiding van de beslechting van het geschil.

§ 7. De Koning kan na advies van het bevoegd paritair orgaan een scheidsrechterlijke procedure instellen die afwijkt van het bepaalde in § 5.

§ 8. Voor de werkgevers en hun werknemers die niet vallen onder de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, kan de Koning een procedure instellen die afwijkt van het bepaalde in § 2. »

CHAPITRE VI. — *Surveillance et dispositions pénales*

Art. 9. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail

Art. 10. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 francs à 500 francs ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui exercent la médecine de contrôle en contravention de l'article 3.

Art. 11. En cas de récidive dans le délai de trois ans suivant une précédente condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 12. § 1^{er}. Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

§ 2. L'article 85 du Code précité est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % des montants minima visés par la présente loi.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. Le Roi prend les mesures prévues aux chapitres III et IV après avoir requis l'avis du Conseil national du Travail.

Le Conseil fait parvenir son avis dans les deux mois de la demande qui lui en est faite; à l'expiration de ce délai, il peut y être passé outre.

Art. 14. La présente loi entre en vigueur à une date fixée par le Roi, à l'exception des articles 2, 4 et 5, qui entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Chambre des représentants de Belgique

Documents parlementaires. — Projet de loi : n° 2106/1. — Amendements : n° 2106/2. — Texte adopté par la commission : n° 2106/3. — Rapport : n° 2106/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat : n° 2106/5.

Annales de la Chambre : 21 et 22 avril 1999.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants : 1-1393/1. — Projet non évoqué par le Sénat : 1-1393/2.

HOOFDSTUK VI. — *Toezihts- en strafbepalingen*

Art. 9. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Art. 10. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 26 frank tot 500 frank of met een van die straffen alleen, de personen die de controlegeneeskunde verrichten in strijd met de bepalingen van artikel 3.

Art. 11. Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 12. § 1. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn toepasselijk op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

§ 2. Artikel 85 van voormeld Wetboek is toepasselijk op de in deze wet bepaalde misdrijven zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van de bij deze wet bepaalde minimumbedragen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. De Koning neemt de in de hoofdstukken III en IV bedoelde maatregelen na het inwinnen van het advies van de Nationale Arbeidsraad.

De Raad deelt zijn advies mede binnen twee maanden nadat hem het verzoek is gedaan; na het verstrijken van deze termijn mag eraan voorbijgegaan worden.

Art. 14. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum, met uitzondering van de artikelen 2, 4 en 5, die in werking treden de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1998/1999*

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp : nr. 2106/1. — Amendementen : nr. 2106/2. — Tekst aangenomen door de commissie : nr. 2106/3. — Verslag : nr. 2106/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat : nr. 2106/5.

Handelingen van de Kamer : 21 en 22 april 1999.

Senaat

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers : 1-1393/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat : 1-1393/2.